

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2007 B 05042

Numéro SIREN : 542 015 904

Nom ou dénomination : AMCOR FLEXIBLES FOOD FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 10/11/2020 sous le numéro de dépôt 41952

AMCOR FLEXIBLES FOOD FRANCE

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 30 juin 2020)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 30 juin 2020)

A l'Associé unique

AMCOR FLEXIBLES FOOD FRANCE SAS

Immeuble Le Lavoisier

4, Place des Vosges

92052 Courbevoie

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AMCOR FLEXIBLES FOOD FRANCE SAS relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport sur la base des éléments disponibles à la date de signature, dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Juillet 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone : +33 (0)1 56 57 58 59, Fax : +33 (0)1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note ci-dessous :

- « Faits marquants » de l'annexe relative aux litiges liés à la fermeture du site de Moreuil.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date de signature des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la Direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associé unique appelé à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Cédric Mazille

SAS Amcor Flexibles Food France

Siège social : IMMEUBLE LE LAVOISIER 4 PLACE DES VOSGES 92052 PARIS LA DEFENSE

FRANCE

SIREN : 542015904

COMPTES SOCIAUX

Exercice clos le 30/06/2020

Sommaire

Etats de Gestion

Bilan Actif	3
Bilan Passif	4
Compte de résultat	5

Généralités

Faits marquants	7
Principes, règles et méthodes comptables	8
Changements de méthodes comptables	12

Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles	13
Immobilisations corporelles	14
Immobilisations financières	15
Stocks et en-cours	16
Echéances des créances	17
Créances en devises	18
Trésorerie et équivalents	19
Produits à recevoir	20
Charges constatées d'avance	21
Composition du capital social	22
Variation des capitaux propres	23
Répartition de l'actionnariat	24
Provisions	25
Etat des échéances des dettes	26
Charges à payer	27
Produits constatés d'avance	28

Note sur le résultat

Chiffre d'affaires par zone géographique	32
Chiffre d'affaires par nature	33
Résultat exceptionnel	34
Détail des charges et des produits exceptionnels	35
Transfert de charges	36
Répartition de l'impôt sur les sociétés	37
Varations des impôts différés ou latents	38

Autres informations

Honoraires des contrôleurs légaux des comptes	40
Engagements de retraite (Informations)	41
Engagements de retraite (Evolutions)	42
Commentaires Engagements de retraite	43
Engagements Hors-Bilan (informations)	44
Identités des sociétés consolidantes	45
Effectifs	46
DIF	47
Evènements postérieurs à la clôture	48
Intégration fiscale	49

Transactions avec des parties liées	50
-------------------------------------	----

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	30/06/2020	30/06/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	221 057	220 454	603	1 206
Fonds commercial	76 225	76 225		
Autres immobilisations incorporelles	1 016 420	297 562	718 858	820 500
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	730 248	284 301	445 946	446 640
Constructions	5 141 351	4 251 483	889 868	924 311
Installations techniques, matériel, outillage	21 363 955	17 771 480	3 592 475	2 217 526
Autres immobilisations corporelles	229 676	166 689	62 986	65 057
Immobilisations en cours	1 093 629		1 093 629	1 293 572
Avances et acomptes				25 900
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	915 017		915 017	883 660
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	30 787 577	23 068 195	7 719 383	6 678 372
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	1 535 355	232 511	1 302 844	1 569 993
En-cours de production de biens	138 951		138 951	144 406
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	1 960 699	364 550	1 596 149	1 729 705
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	42 436		42 436	121 080
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	6 610 674	21 030	6 589 644	8 861 147
Autres créances	1 274 190		1 274 190	1 969 335
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	448		448	225
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	13 501		13 501	5 522
ACTIF CIRCULANT	11 576 254	618 091	10 958 163	14 401 414
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	1 659		1 659	1 667
TOTAL GENERAL	42 365 491	23 686 285	18 679 205	21 081 453

Rubriques	30/06/2020	30/06/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 7 500 000)	7 500 000	7 500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	3 713 588	3 713 588
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	750 000	750 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-27 721 119	-24 621 618
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 185 097	-3 099 501
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	488 707	1 068 400
CAPITAUX PROPRES	-13 083 726	-14 689 130
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	5 619 141	8 349 388
Provisions pour charges	1 616 142	1 678 189
PROVISIONS	7 235 283	10 027 579
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	16 148 477	16 012 786
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		64 000
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 239 301	6 907 548
Dettes fiscales et sociales	1 641 900	1 961 080
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 012	387 646
Autres dettes	426 105	264 149
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	67 033	144 971
DETTES	24 526 828	25 742 181
Ecart de conversion passif	821	823
TOTAL GENERAL	18 679 205	21 081 453

Rubriques	France	Exportation	30/06/2020	30/06/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	7 609 515	27 222 436	34 831 950	38 104 109
Production vendue de services	391 117	885 394	1 276 511	1 486 089
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	8 000 632	28 107 830	36 108 462	39 590 198
Production stockée			143 848	-715 926
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			1 127 915	40 000
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			717 595	426 711
Autres produits			2 169	14 645
PRODUITS D'EXPLOITATION			38 099 989	39 355 629
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			21 873 364	23 639 318
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-193 554	-140 618
Autres achats et charges externes			7 252 192	7 206 919
Impôts, taxes et versements assimilés			443 397	438 883
Salaires et traitements			4 254 911	4 204 288
Charges sociales			1 956 649	1 917 632
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			677 921	588 302
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			607 358	244 542
Dotations aux provisions			411 177	255 046
Autres charges			33	89
CHARGES D'EXPLOITATION			37 283 448	38 354 401
RESULTAT D'EXPLOITATION			816 541	1 001 227
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			186 385	96 566
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			850	
Différences positives de change				74 430
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			187 235	170 996
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			190 323	140 911
Différences négatives de change			77	74 542
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			190 400	215 454
RESULTAT FINANCIER			-3 165	-44 458
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			813 376	956 769

Rubriques	30/06/2020	30/06/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	14 800	154 204
Produits exceptionnels sur opérations en capital	70 000	32 701
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	3 958 778	11 458 955
PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 043 578	11 645 860
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 287 415	10 427 682
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	540 116	862 441
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	19 331	4 588 118
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 846 862	15 878 241
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 196 716	-4 232 381
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-175 006	-176 111
TOTAL DES PRODUITS	42 330 802	51 172 484
TOTAL DES CHARGES	40 145 704	54 271 985
BENEFICE OU PERTE	2 185 097	-3 099 501

Fermeture du site de Moreuil :

Suite à la signature d'un PSE validé par la DIRECCTE en novembre 2017, l'usine de Moreuil avait cessé sa production en février 2018. Au 30/06/2018 les salariés avaient déjà contesté la réalité du motif économique et réclamé à ce titre des indemnités pour licenciement sans cause réelle et sérieuse auprès des prud'hommes. Compte tenu des indemnités légales et supra-légales déjà versées, et de l'évolution du contexte légal, la société n'avait pas constitué de provision à ce titre.

En parallèle, l'inspection du travail avait refusé l'autorisation de licencier les salariés protégés, rejetant la réalité du motif économique du licenciement. En mars 2019, le ministère du Travail a confirmé la décision de l'inspection du travail. Forts de cette décision, les salariés ont revu à la hausse leurs demandes auprès des prudhommes, qui sont maintenant de l'ordre de 7m€.

Par ailleurs, les récentes « ordonnances Macron » qui ont fait évoluer les critères d'appréciation du motif économique ne s'appliqueront pas de plein droit, car l'annonce de la fermeture de l'usine a eu lieu juste avant la date de mise en application de ces ordonnances.

Dans ce contexte, la société avait décidé au titre de l'exercice 18-19 de constituer une provision de 4M€ au titre de ces litiges, compte tenu des indemnités légales et supra-légales déjà versées.

Pendant cet exercice 2019-20, afin d'éviter une procédure longue devant les prudhommes, une négociation à l'amiable a été initiée et a débouché sur un projet d'accord. Le coût total des indemnités transactionnelles qu'il est envisagé de verser serait de 3.580 K€ charges sociales comprises. La provision a été ajustée en conséquence.

Site de Dax

La crise sanitaire a provoqué un taux d'absentéisme bien plus élevé que l'exercice précédent. L'impact est compensé par l'anticipation et la réorganisation de l'activité. Le site n'a pas connu de fermeture pendant la crise. L'activité s'est poursuivie, avec le recours au télétravail pour les postes qui le permettent, et sur sites dans le respect des règles sanitaires mises en place. Le recours à l'activité partielle reste très limité en Mai.

Cependant le développement prévu sur les produits gaufrés n'a pas été possible. Le contexte du COVID19 affecte durement nos clients, avec un risque commercial conséquent.

La société n'a pas eu recours à des reports de paiement de charges sociales, et il n'a pas fait appel à des aides de financement de l'état.

Principes, règles et méthodes comptables

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les comptes annuels de l'exercice 2020 ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n°2016-07 du 04 novembre 2016 relatif au plan comptable général. Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques à l'exception des immobilisations ayant fait l'objet d'une réévaluation légale.

UTILISATION D' ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers nécessite l'utilisation d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou/et compte de résultat, ainsi que sur les notes fournies dans l'annexe des comptes annuels. Compte tenu du contexte économique et financier à fin juin 2020, ces estimations peuvent devoir être révisées si les bases d'informations sur lesquelles elles ont été établies évoluent. Elles peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Les principales estimations concernent les hypothèses retenues pour :

- l'évaluation et la dépréciation des actifs incorporels et corporels,
- l'évaluation des provisions et des engagements de retraite,
- l'évaluation de la valorisation des titres de participation.

ACTIFS IMMOBILISÉS

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires);
- les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production;
- les actifs acquis à titre gratuit ou par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale;

Les coûts d'entrée d'une immobilisation incorporelle correspondent aux seuls coûts directs attribuables au projet.

Immobilisations Incorporelles

Les principales immobilisations incorporelles de l'entreprise sont les suivantes:

- les concessions et les brevets
- les logiciels, brevets acquis ou créés en interne, marques et licences,
- le fonds commercial,
- autres actifs incorporels.

Principes, règles et méthodes comptables

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

L'amortissement pratiqué, qu'il soit linéaire ou dégressif, est équivalent à un amortissement calculé sur la durée d'utilisation réelle du bien. Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

- **Durée**

Constructions et aménagement des constructions 15 et 40 ans

Installations techniques, matériels et outillages industriels 8 à 15 ans

Installations générales, agencements et aménagements divers 10 à 30 ans

Matériel de transport d'exploitation 2 à 5 ans

Matériel de bureau et informatique 5 à 10 ans

Mobilier 5 à 10 ans

Immobilisations Financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût historique. La société ne possède plus de titres de participations.

STOCKS

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont valorisés à leur coût d'acquisition par application de la méthode du coût moyen unitaire pondéré. Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production, qui comprend les consommations, les charges directes et les charges indirectes de production, ainsi que les amortissements des biens concourant à la production. En revanche, le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Une dépréciation des stocks est comptabilisée sur la base d'une rotation calculée à partir de la date de dernière entrée en stocks. Le taux de

dépréciation est progressif, allant de 25 à 50% de dépréciation selon la nature de stocks, lorsque la date de dernière entrée est supérieure à 6

mois, à 100% de dépréciation lorsque cette date est supérieure à 1 an.

Par ailleurs un complément de dépréciation est constitué lorsque la valeur de réalisation nette est inférieure au coût d'acquisition ou de fabrication.

Principes, règles et méthodes comptables

CLIENTS ET AUTRES ACTIFS D'EXPLOITATION

Créances Clients et Comptes Rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Leur valeur d'inventaire fait l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur nominale et/ou lorsque des difficultés de recouvrement sont clairement identifiées. Les dépréciations sont évaluées en tenant compte de l'historique des pertes sur créances, de l'analyse de l'antériorité et d'une estimation détaillée des risques.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements calculés suivant les modalités énoncés ci-avant. La contrepartie des provisions réglementées est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations aux provisions réglementées - Amortissements dérogatoires".

OPÉRATIONS EN DEVISES

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice. L'écart de conversion qui résulte de l'actualisation des dettes et créances en devises est inscrit en comptes de régularisation, à l'actif s'il s'agit d'une perte latente et au passif s'il s'agit d'un profit latent. Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges comprennent les provisions pour perte de change, les provisions pour médailles du travail, les provisions pour litige client et fournisseur, et les provisions pour restructuration.

La totalité de risques encourus est couvert par les montants provisionnés.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Les revenus provenant des ventes de biens sont comptabilisés lorsque les principaux risques et avantages économiques liés à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur. Les revenus liés aux prestations de services sont comptabilisés en fonction de l'avancement des travaux à la clôture de l'exercice lorsqu'ils peuvent être mesurés de manière fiable.

REMUNERATIONS DES MEMBRES DES ORGANES DE DIRECTION ET D'ADMINISTRATION

La rémunération des dirigeants par catégorie n'est pas fournie car elle permet d'identifier la situation d'un membre déterminé des organes de direction.

NEANT

Immobilisations incorporelles

	Ouverture 01/07/2019	Augmentations	Diminutions	Clotûre 30/06/2020
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	221 057			221 057
Fonds commercial	76 225			76 225
Autres immobilisations incorporelles	1 016 420			1 016 420
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL DES VALEURS BRUTES	1 313 702			1 313 702
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	219 852	603		220 454
Fonds commercial	76 225			76 225
Autres immobilisations incorporelles	195 920	101 642		297 562
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL DES AMORTISSEMENTS ET DEPREC.	491 996	102 245		594 241
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 206	(603)		603
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	820 500	(101 642)		718 858
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL DES VALEURS NETTES	821 706	(102 245)		719 461

	Ouverture 01/07/2019	Augmentations	Diminutions	Clotûre 30/06/2020
Terrains	733 609		3 362	730 248
Constructions	5 209 083		67 732	5 141 351
Installations techniques, matériels et outillage	22 410 085	1 833 177	2 879 307	21 363 955
Installations générales, agcts, aménagts divers	159 670			159 670
Matériel de transport	28 645			28 645
Matériel de bureau et informatique, mobilier	41 361			41 361
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	1 293 572	1 093 629	1 293 571	1 093 629
Avances et acomptes	25 900		25 900	
TOTAL DES VALEURS BRUTES	29 901 925	2 926 806	4 269 873	28 558 858
Terrains	286 969	694	3 361	284 301
Constructions	4 284 772	34 443	67 732	4 251 483
Installations techniques, matériels et outillage	20 192 560	538 467	2 957 549	17 773 478
Installations générales, agcts, aménagts divers	98 118	248		98 366
Matériel de transport	25 758	1 823		27 581
Matériel de bureau et informatique, mobilier	38 744			38 744
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL DES AMORT. ET DEPRECIATIONS	24 926 920	575 675	3 028 642	22 473 954
Terrains	446 640	(694)		445 946
Constructions	924 311	(34 443)	1	889 868
Installations techniques, matériels et outillage	2 217 526	1 294 710	(78 241)	3 590 477
Installations générales, agcts, aménagts divers	61 552	(248)		61 304
Matériel de transport	2 887	(1 823)		1 064
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 617			2 617
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	1 293 572	1 093 629	1 293 571	1 093 629
Avances et acomptes	25 900		25 900	
TOTAL DES VALEURS NETTES	4 975 004	2 351 131	1 241 231	6 084 905

	Ouverture 01/07/2019	A augmentations	Diminutions	Clotûre 30/06/2020
Participations évaluées par mise en équivalence				
Titres et autres formes de participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	883 660	31 357		915 017
Actions propres				
TOTAL DES VALEURS BRUTES	883 660	31 357		915 017
Participations évaluées par mise en équivalence				
Titres et autres formes de participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
Actions propres				
TOTAL DES AMORT. ET DEPRECIATIONS				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Titres et autres formes de participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	883 660	31 357		915 017
Actions propres				
TOTAL DES VALEURS NETTES	883 660	31 357		915 017

	30/06/2020			30/06/2019			Variation de stocks
	Brut	Dépréciat.	Net	Brut	Dépréciat.	Net	
Matières premières et autres approvisionnements	1 535 355	32 715	1 502 640	1 728 910	6 013	1 722 897	(220 256)
En-cours de production de biens	138 951		138 951	144 406		144 406	(5 455)
En-cours de production de services							
Produits intermédiaires et finis	1 960 699	564 346	1 396 353	1 811 395	234 595	1 576 800	(180 447)
Marchandises							
TOTAL	3 635 006	597 061	3 037 945	3 684 712	240 608	3 444 104	(406 159)

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)	915 017		915 017
Autres immobilisations financières			
CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	915 017		915 017
Clients douteux ou litigieux	842		842
Autres créances clients	6 609 832	6 609 832	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	9 984	9 984	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	30 737	30 737	
Impôt sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	532 080	532 080	
Autres impôts, taxes, versements assimilés			
Créances diverses (Etat)	116 418	116 418	
Groupe et associés (3)	137 191	137 191	
Débiteurs divers	447 779	447 779	
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	7 884 864	7 884 022	842
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	13 501	13 501	
TOTAL DES CREANCES	8 813 382	7 897 523	915 859
(1) Prêts accordés en cours d'exercice	31 357		
(2) Prêts récupérés au cours de l'exercice			
(3) Prêts et avances consentis aux associés			

	Total	Devises en		Autres devises
		Euro		
Créances financières				
Créances non financières	6 508 514	6 508 514		
Autres créances	1 274 190	1 274 190		
TOTAL	7 782 704	7 782 704		

	30/06/2020			Variation nette	30/06/2019		
	Brut	Dépréciat.	Net		Brut	Dépréciat.	Net
Valeurs mobilières de placement							
Comptes bancaires et autres disponibilités	448		448	(33 665)	34 113		34 113
Dettes financières à moins d'un an	(16 148 477)		(16 148 477)	(101 803)	(16 046 674)		(16 046 674)
Compte courant de trésorerie							
TOTAL TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(16 148 029)		(16 148 029)	(135 468)	(16 012 561)		(16 012 561)

	Montant au 30/06/2020	Montant au 30/06/2019
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	1 779	8 875 813
AUTRES CREANCES	565 272	1 045 204
Fournisseurs - avoirs à recevoir	194 849	787 614
Personnel et comptes rattachés - produits à recevoir		
Organismes sociaux - produits à recevoir	30 737	
Etat - produits à recevoir		29 984
Associés - interets courus		
Divers - produits à recevoir	339 686	227 606
Valeurs mobilière de placement		
Disponibilités		
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	567 051	9 921 017

Charges constatées d'avance

	Montant au 30/06/2020	Montant au 30/06/2019
CHARGES D'EXPLOITATION	13 500	5 522
Maintenance/location	13 500	5 522
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	13 500	5 522

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	490 200			15,3

Variation des capitaux propres

	Au 30/06/2019	Variation de capital	Affectation du résultat 30/06/2019	Résultat de l'exercice	Autres variations	Au 30/06/2020
Capital social	7 500 000					7 500 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport	3 713 588					3 713 588
Ecart de réévaluation						
Réserve légale	750 000					750 000
Réserves statutaires ou contractuelles						
Réserves réglementées						
Autres réserves						
Report à nouveau	(24 621 618)		(3 099 501)			(27 721 119)
Résultat de l'exercice	(3 099 501)		3 099 501	2 185 097		2 185 097
Subvention réglementées						
Provisions réglementées	1 068 400				(579 694)	488 707
TOTAL CAPITAUX PROPRES	(14 689 130)			2 185 097	(579 694)	(13 083 726)

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
AMCOR FRANCE	SAS	100	100,00 %

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	1 068 400	19 331	599 025	488 707
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 068 400	19 331	599 025	488 707
Provisions pour litiges	252 709	10 000		262 710
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	850		850	
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 678 190	401 177	463 225	1 616 142
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	8 095 830		2 739 398	5 356 432
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	10 027 579	411 177	3 203 473	7 235 283
Dépréciations immobilisations incorporelles	76 225			76 225
Dépréciations immobilisations corporelles	1 620 232		620 356	999 876
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	240 608	597 061	240 608	597 061
Dépréciations comptes clients	14 666	10 298	3 934	21 030
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	1 951 730	607 358	864 898	1 694 191
TOTAL GENERAL	13 047 710	1 037 866	4 667 395	9 418 180
Dotations et reprises d'exploitation		1 018 535	599 024	
Dotations et reprises financières			850	
Dotations et reprises exceptionnelles		19 331	4 067 521	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Etat des échéances des dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	16 148 477	16 148 477		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	6 239 301	6 239 301		
Personnel et comptes rattachés	679 117	679 117		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	721 048	721 048		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	21 502	21 502		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	220 233	220 233		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 012	4 012		
Groupe et associés				
Autres dettes	426 105	426 105		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	67 033	67 033		
TOTAL GENERAL	24 526 828	24 526 828		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

	Montant au 30/06/2020	Montant au 30/06/2019
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	2 462 710	2 672 214
Factures non parvenues	2 462 710	2 672 214
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 197 731	1 514 976
Personnel et compte rattachés	942 410	1 186 633
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	54 194	75 043
Etat et autres collectivités publiques	201 127	253 300
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	1 530	187 646
TOTAL CHARGES A PAYER	3 661 971	4 374 836

Produits constatés d'avance

	Montant au 30/06/2020	Montant au 30/06/2019
PRODUITS D'EXPLOITATION	67 032	144 971
Prebates XPO	1 654	2 482
Incoterm ventes	65 378	142 489
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	67 032	144 971

Immobilisations incorporelles

Existence d'une dépréciation du fonds de commerce du site de DAX pour un montant de 76225 € soit 100% de la valeur brute du fonds de commerce.

Les logiciels informatiques sont amortis selon le mode linéaire sur une durée de 1 à 5 ans.

Immobilisations corporelles

- Des investissements, hors immobilisations encours à hauteur de 514 k€ euros ont été réalisé sur le site de DAX.

Cela concerne principalement, des travaux sur bobineuse pour 216 k€, l'optimisation du stockage pour 126 k€, investissement en caméra pour 98 k€, et divers pour 74 k€.

- Une diminution est constatée suite à la vente de la Machine ROTOMEC sur le site de Moreuil pour une valeur brute de 2 950 k€ pour une valeur nette comptable de 540 k€.

Immobilisations financière

Néant

Stocks et en-cours

Néant

Etat des échéances des créances

L'état des échéances des créances ne comprend pas les avances et acomptes versés sur les commandes en cours.

Créances en devises

Le montant est exprimé en euros au taux de clôture.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont les placements à court terme (en général à maturité inférieure à 3 mois), très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Au 30.09.20, l'entité AFFF dispose d'un découvert bancaire de l'ordre de 16,14 M€ autorisé par son établissement de crédit principal du fait que cette entité fasse partie du Cash Pooling Groupe.

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance enregistrent les charges comptabilisées pendant l'exercice mais relatifs à un exercice ultérieur.

Composition du capital social

Néant

Variation des capitaux propres

Néant

Provisions inscrites au bilan

Le solde des provisions pour risque et charges de 7 235 282 € est principalement composé par :

- une provision pour risque pour la fermeture de Moreuil de 5 346 432 €,
- une provision pour litige avec le fournisseur ISS pour 95 509 €,
- une provision pour les médailles du travail de 31 222 €,
- une provision pour risque environnemental de 10 000 €,
- une provision pour risque sur tva étrangère de 82 200 €,
- une provision pour risque social de 85 000 €
- ainsi que une provision pour retraite de 1 584 919 €.

Etat des échéances des dettes

L'état des échéances des dettes ne comprend pas les avances et acomptes reçus sur commandes en cours.

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance enregistrent les produits comptabilisés pendant l'exercice mais relatifs à un exercice ultérieur.

Chiffre d'affaires par zone géographique

	Montant au 30/06/2020	Montant au 30/06/2019	Variation %
France	8 000 632	8 283 619	-3,42 %
Etranger	28 107 830	31 306 580	-10,22 %
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES NET	36 108 462	39 590 198	-8,79 %

	Montant au 30/06/2020	Montant au 30/06/2019	Variation %
Ventes de marchandises			
Ventes de produits fabriqués	34 831 950	38 104 109	-8,59 %
Etudes	3 619	(50 857)	-107,12 %
Prestations de services			
Locations diverses			
Autres produits d'activités annexes	1 272 893	1 536 947	-17,18 %
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES NET	36 108 462	39 590 198	-8,79 %

	30/06/2020			30/06/2019			Variation %
	Produits	Charges	Résultat	Produits	Charges	Résultat	
Résultat exceptionnel sur opérations de gestion	14 800	2 287 415	(2 272 616)	154 204	10 427 682	(10 273 479)	(78)
Résultat sur exercices antérieurs							
Résultat de cessions d'éléments d'actif	70 000	540 116	(470 116)	32 701	862 441	(829 740)	(43)
Résultat sur autres éléments exceptionnels							
RESULTAT EXCEPTIONNEL HORS DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	84 800	2 827 531	(2 742 732)	186 905	11 290 123	(11 103 219)	(75)
Dépréciation exceptionnelles	620 356		620 356	54 020	221 435	(167 415)	(471)
Transferts de charges							
DEPRECIATIONS EXCEPTIONNELLES	620 356		620 356	54 020	221 435	(167 415)	(471)
PROVISIONS REGLEMENTEES	599 025	19 331	579 694	571 522	78 655	492 867	18
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 739 398		2 739 398	10 833 414	4 288 028	6 545 385	(58)
TOTAL	4 043 578	2 846 862	1 196 716	11 645 860	15 878 241	(4 232 381)	(128)

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produits Cession Immobilisations Corporelles	70 000	77525500
Produits Divers liées à la fermeture du Site de MOREUIL	14 800	77189000
Reprises Amortissements Dérogatoires	599 025	78725000
Reprise provision dépréciation des Actifs	620 356	78763250
Reprises Provisions - Fermeture de MOREUIL/ Charges Restructuration	2 739 398	78751000
TOTAL	4 043 578	

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Remboursement Formation / Fongecif	9 828	79101000
TOTAL	9 828	

Répartition de l'impôt sur les sociétés

	Résultat avant impôt	Impôt Taux	Impôt Théorique	Impôt Dû	Résultat net Théorique	Résultat net Comptable	Impôt dû au 30/06/2019
Résultat courant	813 376	31				2 185 097	
Résultat exceptionnel à court terme	1 196 716	31					
Résultat exceptionnel à long terme							
Différences permanentes							
Différences temporaires							
Regul IS N-1							
Impact de l'intégration fiscale							
Participation des salariés							
Crédit d'impôt				(175 006)			(176 111)
Contribution sociale sur les bénéfices							
Abattement d'impôt jusqu'à 500K€ et écart liquidation N-1							
TOTAL	2 010 091			(175 006)		2 185 097	(176 111)

Varations des impôts
différés ou latents

	Base d'impôt au 30/06/2019		Variations		Base d'impôt au 30/06/2020		dont Base d'impôts ventilée suivant le taux à Impôt différé ou latente	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif	%	
DECALAGES CERTAINS OU EVENTUELS								
Provisions réglementées		1 068 400	599 025	19 331	488 707	488 707	28	
Subventions d'investissement								
Charges non déductibles temporairement								
Produits non taxables temporairement								
Charges déduites (ou produits imposés) fiscalement et non encore comptabilisés	265 252				265 252	265 252	28	
ELEMENTS A IMPUTER								
Déficits reportables fiscalement								
Moins-values à long terme								
Autres								
ELEMENTS DE TAXATION EVENTUELLE								
Plus-values sur éléments d'actif non amortissables apportés lors d'une fusion								
Réserve spéciale des profits de construction								
Autres								
TOTAL	265 252	1 068 400	599 025	19 331	265 252	488 707	753 959	

Chiffre d'affaires par zone géographique

Néant

Chiffre d'affaires par nature

Néant

Résultat exceptionnel

Néant

Détail des charges exceptionnelles

Néant

Détail des produits exceptionnels

Néant

Transferts de charges

Néant

Répartition du montant des impôts sur les bénéfices

Néant

Variation des impôts différés ou latents

La situation fiscale différée résulte des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits et de charges. Selon la nature des décalages, l'effet de ces impôts différés sera d'alléger ou d'accroître la charge future d'impôt.

Honoraires des contrôleurs légaux des comptes

	Montant HT			
	N	N-1	N	% N-1
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes <i>émetteur filiales</i>	57 164	57 164	100,00	100,00
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes <i>émetteur filiales</i>				
SOUS-TOTAL	57 164	57 164	100,00	100,00
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement				
Juridique, fiscal, social				
Autres				
SOUS-TOTAL				
TOTAL	57 164	57 164	100,00	100,00
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes <i>émetteur filiales</i>				
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes <i>émetteur filiales</i>				
SOUS-TOTAL				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement				
Juridique, fiscal, social				
Autres				
SOUS-TOTAL				
TOTAL GENERAL	57 164	57 164	100,00	100,00

Engagements de retraite (Informations)

Engagements de retraite (Informations)

En application de la loi française, la Société offre à ses employés différents régimes de retraite, indemnités de fin de carrière, primes liées aux médailles du travail et autres avantages complémentaires postérieurs à l'emploi afférents à son personnel retraité et actif. Ces avantages sont couverts de deux manières :

- par des régimes dits à cotisations définies ;
- par des régimes dits à prestations définies.

Les régimes dits à cotisations définies sont des régimes par lesquels l'employeur s'engage à verser des cotisations régulières. L'engagement de l'employeur se trouve limité au versement des cotisations prévues. L'employeur n'apporte pas de garantie sur le niveau futur des avantages versés au salarié ou au retraité (engagement dit « de moyens »). La charge annuelle correspond à la cotisation due au titre d'un exercice qui libère l'employeur de toute obligation ultérieure. Les régimes dits à prestations définies sont ceux par lesquels l'employeur garantit le niveau futur des prestations définies dans l'accord, le plus souvent en fonction du salaire et de l'ancienneté du salarié (engagement dit « de résultat »). Les régimes à prestations définies peuvent :

- soit être financés par des versements à des fonds spécialisés dans la gestion des montants reçus ;
- soit être gérés de manière interne.

La société a le choix d'inscrire au bilan, sous forme de provisions, le montant correspondant à tout ou partie des engagements. Leur évaluation dépend de la recommandation CNC n° 2003-R01. Les engagements de retraite, médailles du travail et assimilés sont évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédit projetées (méthode rétrospective) avec salaires de fin de carrière. Les calculs actuariels prennent en compte des hypothèses d'augmentation de salaires, de taux de rotation du personnel, de date de départ à la retraite, d'évolution prévisible de la rémunération, de l'espérance de vie, et d'inflation, ainsi qu'un taux d'actualisation approprié.

Sur l'exercice 2019-2020, la société Amcor Flexibles Food France a comptabilisé dans ses comptes pour un montant de 1 584 920 € pour les retraites et 31 222 € pour les médailles du travail.

Engagements de retraite (Evolutions)

	Régime à cotisations définies	Régime à prestations définies	Indemnités de départ à la retraite	Médailles du travail	Total
ENGAGEMENTS AU 30/06/2019			1 646 556	31 635	1 678 191
Charge d'intérêts			23 013	786	23 799
Coût des services rendus			126 853	1 922	128 775
Cotisations des salariés					
Modification de régime					
Pertes / Profits actuariels			(135 503)		(135 503)
Transfert					
Prestations payées			(75 999)	(3 120)	(79 119)
Réduction / Liquidation					
Acquisition / Cessions / Fusion					
Impact taux de change					
ENGAGEMENTS AU 30/06/2020			1 584 920	31 223	1 616 143

Les hypothèses actuarielles utilisées sont les suivantes :

Taux d'actualisation	0,80%
Taux d'augmentation future des salaires	cf. commentaire
Taux de turnover du personnel	cf. commentaire
Taux d'inflation	1,70%
Taux de charges sociales	44,00%
Age de départ à la retraite pour les cadres	cf. commentaire
Age de départ à la retraite des ETAMS et compagnons	cf. commentaire

Commentaires

Engagements de retraite

Engagements de retraite (évolutions)

Les tables de mortalité les plus récentes publiées par l'INSEE sont celles de 2014-2016.

La société a choisi de comptabiliser ses engagements en matières d'indemnités de départ à la retraite et de médaille du travail selon la méthode de prestations définies qui constitue la méthode préférentielle.

Les âges de départ en retraite retenus sont les suivants :

- Cadres 41 ou 42 années de contributions selon que les salariés soient nés avant ou après 1962.
- ETAM 41 ou 42 années de contributions selon que les salariés soient nés avant ou après 1962.

Le taux d'augmentation future des salaires est de :

- 2.20% pour les cadres
- 1.80 % pour les non cadres

La taux de turnover du personnel est dégressif par tranche d'âge et nul au-delà de 57 ans.

Engagements Hors-Bilan (informations)

Engagements données : NEANT

Engagements reçus : NEANT

Engagements réciproque : NEANT

Selon le règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 modifiant le règlement ANC 2014-03, l'article du PCG 833-2/9 modifié précise :

La société Amcor Flexibles Packaging France est consolidée par intégration globale dans les comptes de la société Amcor Plc, société de droit anglais dont le siège est à Bristol, UK.

Les copies des états financiers consolidés peuvent être obtenus aux coordonnées postales suivantes :

83 Tower Road North

Warmley, Bristol BS30 8XP

United Kingdom

	30/06/2020	30/06/2019
Ingénierus et cadres	17	25
Agents de maîtrise	23	34
Employés et techniciens	18	35
Ouvriers	49	72
Autres	1	1
TOTAL	107	167
Dont Apprentis		

A compter du 1er janvier 2015, le compte personnel de formation (CPF) s'est substitué au droit individuel à la formation (DIF). Ce changement nécessite de donner les informations suivantes sur les droits à formation dans les annexes de la société, information ventilée de la manière suivante :

- d'une part, les droits au titre du CPF si l'entreprise s'est engagée à le financer en interne. En effet, dans ce cas, le CPF constitue un engagement hors bilan ;
- et d'autre part, les droits au titre du DIF qui n'a pas fait l'objet d'un transfert dans le CPF. En effet, ces derniers sont utilisables jusqu'au 31 décembre 2020.

Pour la société Amcor Flexibles Food France, la gestion du compte personnel de formation est prise en charge par un OPCA et n'est donc pas financée en interne.

Evènements postérieurs à la clôture

Néant

La société AMCOR FRANCE SAS a conclu une convention d'intégration fiscale avec ses filiales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95%. Cette convention, entrée en vigueur pour la première fois le 1er juillet 2010, a été signée dans le cadre de l'option prise par AMCOR FRANCE SAS pour le régime de Groupe tel que défini aux articles 223 A et suivants du Code Général des Impôts. Chaque société intégrée fiscalement est replacée dans la situation qui aurait été la sienne si elle avait été imposée séparément.

Transactions avec des parties liées

Aucune information n'est donnée au titre des transactions entre les parties liées dans la mesure où :

- Ces transactions ont été conclues à des conditions normales de marché
- Ces transactions sont non significatives.

AMCOR FLEXIBLES FOOD FRANCE SAS
Société par Actions Simplifiée au capital de 7 500 000 €
Siège Social :
4 Place des Vosges
La Défense 5 - Immeuble Lavoisier
92052 Courbevoie
542 015 904 R.C.S. Nanterre

**PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU
16 OCTOBRE 2020**

La société Amcor France, société par actions simplifiée au capital de 89 281 171 €, ayant son siège social au 4 Place des Vosges, La Défense 5 - Immeuble Lavoisier, 92 052 Courbevoie, immatriculée sous le numéro 377 499 041 au registre du commerce et des sociétés de Nanterre, représentée par Madame Sylvie Hatat en sa qualité de Président, associé unique de la société Amcor Flexibles Food France SAS (ci-après la « Société ») ;

Après avoir pris connaissance des documents suivants :

- le rapport de gestion du Président,
- le rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2020,
- les comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 2020,

A pris les décisions suivantes portant sur :

- le rapport de gestion du Président,
- le rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2020,
- l'approbation des comptes et opérations de l'exercice clos le 30 juin 2020,
- l'affectation des résultats,
- les pouvoirs en vue des formalités

Première décision

(Approbation des comptes et opérations de l'exercice)

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du président de la Société, ainsi que du rapport du commissaire aux comptes, approuve les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2020 tels qu'ils ont été arrêtés par le Président, et qui font apparaître, pour ledit exercice, un bénéfice de 2 185 097,26 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans le rapport de gestion.

L'associé unique prend acte que les dépenses non déductibles de l'impôt sur les sociétés, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts, sont de 13 788 €.

Deuxième décision

(Affectation du résultat)

L'associé unique arrête à 2 185 097,26 € le résultat de l'exercice.

L'associé unique décide d'affecter ce résultat de la façon suivante :

Origine

Bénéfice de l'exercice2 185 097,26 €

Affectation

En totalité en report à nouveau.....2 185 097,26 €

Après affectation du résultat

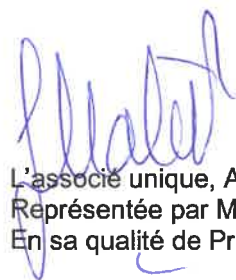
Le report à nouveau s'élèvera à (25 536 021) €.

Troisième décision

(Pouvoirs en vue des formalités)

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour faire tous dépôts et publications prescrits par la loi.

De tout ce qui précède, il a été dressé les décisions unilatérales de l'associé unique qui ont été signées par le représentant légal de l'associé unique de la Société et qui, conformément aux dispositions du troisième alinéa de l'article L. 227-9 du Code de commerce, seront répertoriées dans le registre des décisions.



L'associé unique, Amcor France
Représentée par Madame Sylvie Hatat
En sa qualité de Président